

ont eu lieu, et si les messieurs qui n'ont pas directement contribué à amener ces résultats, et qui, naturellement, portent moins d'intérêt au projet que nous, nous accordent seulement le bénéfice du doute, s'ils veulent bien admettre que nous n'avons pas absolument tort, nous espérons pouvoir leur montrer, comme nous croyons le leur avoir déjà prouvé, que nous n'avions pas tout à fait perdu la raison lorsque nous avons commencé cette entreprise. Je pense, cependant, que nous pouvons abandonner l'histoire passée de la question pour nous occuper de son histoire présente; de faible et précaire plante qu'elle était, elle est devenue un grand arbre florissant; libre à chacun de dire qu'il a contribué à sa croissance, quant à moi, tout ce que je demande pour l'avenir c'est qu'il me réserve ma part d'abri et d'ombre! (Applaudissements.) Mais, dans l'état actuel de la question, la première phase réelle de son succès, qui a donné de l'importance à la théorie dans l'esprit public, est la célèbre dépêche signée par deux membres du gouvernement actuel et un membre de l'autre chambre, autrefois leur collègue. Je veux parler de la dépêche de 1858. Les recommandations qu'elle contenaient ont sommeillé jusqu'à ce qu'elles aient été ressuscitées par le comité constitutionnel de la dernière session, qui a produit la coalition, laquelle a produit la conférence de Québec, laquelle a produit le projet de constitution qui nous est soumis, lequel produire, je crois, l'union de toutes les provinces. (Écoutez!) Mais tout en mentionnant les hommes politiques distingués qui se sont occupés de la question, je crois que nous ne devons pas oublier les zélés et laborieux collaborateurs de la presse, qui, bien que n'étant pas liés avec les gouvernements, et sans être eux-mêmes alors dans la vie politique, se sont adressés à l'esprit public et ont puissamment contribué à donner de la vie et de l'intérêt à cette question, et indirectement à lui faire atteindre l'heureuse position où elle se trouve maintenant. Je ne mentionnerai que deux de ces messieurs. Je ne sais si les hon. membres de cette chambre ont lu quelques lettres sur l'union coloniale écrites en 1855, dont la dernière était adressée au feu duc de NEWCASTLE, par M. P. S. HAMILTON, publiciste habile de la Nouvelle-Écosse, et aujourd'hui commissaire des mines d'or de cette province; mais je saisis cette occasion pour payer un tribut à son jugement bien

équilibré, à sa sagacité politique, et à la manière habile avec laquelle il sut traiter le sujet il y a déjà bien longtemps. (Écoutez! écoutez!) Il existe aussi un autre livre écrit dans la langue anglaise, il y a six ou sept ans, et auquel je dois faire allusion. C'est un pamphlet qui a eu un succès extraordinaire et qui porte pour titre: "Nova Britannia;" il a été écrit par mon hon. ami le député de Lanark sud, (M. MORRIS), et comme cet hon. membre a été l'un des principaux agents de la création du présent gouvernement, qui dans le moment met à exécution l'idée contenue dans son livre, j'ai confiance qu'il me pardonnera de lire, en sa présence, un simple paragraphe pour démontrer combien il était prophétique et combien il était digne de l'événement prochain que nous sommes maintenant occupés à considérer. A la page 57 de son pamphlet qui, je l'espère, sera publié de nouveau pour être placé parmi les archives politiques des provinces lorsque nous ne formerons qu'un seul pays et un seul peuple, je trouve ce paragraphe:—

"L'étude des destinées d'un empire britannique futur, la direction de sa marche, la base de ses fondations larges et solides, et la création d'institutions grandes et durables, voilà des motifs suffisants pour réveiller l'énergie de notre population, relever la force et donner de la puissance et de l'enthousiasme aux aspirations de tous les vrais patriotes. L'immensité même des intérêts affectés aura l'effet, j'en suis convaincu, de placer beaucoup d'entre nous au-dessus des simples exigences de localité, et de leur permettre de faire preuve d'une étendue d'esprit suffisante pour traiter en véritables hommes d'état des questions aussi importantes, et faire naître et développer une politique commerciale et générale qui pourra s'adapter aux besoins de notre position.

L'ouvrage renferme plusieurs autres passages excellents, mais je ne désire aucunement prendre le temps de la chambre pour les citer. L'extrait que je viens de lire suffira pour donner une idée de l'esprit qui règne dans tout le livre. Mais quelles qu'aient été les conceptions de l'écrivain enseveli dans son cabinet, quelqu'un aient été les desseins imaginés par l'homme d'état,—aussi longtemps que l'esprit public ne s'est pas trouvé intéressé à l'adoption, et même à la discussion d'un changement dans notre position aussi importante que celui qui se présente,—l'union de ces provinces séparées,—l'individu a travaillé en vain, peut être pas entièrement en vain, M. L'ORATEUR, car bien que son travail puisse ne pas avoir alors